

langues officielles elle-même modifiée. Nous devons consacrer à tout jamais aux fins de ce gouvernement, à ce pallier de gouvernement, l'égalité des deux langues, l'égalité des deux cultures. Nous devons consacrer le principe fondamental de la redistribution des richesses et de l'égalité des hommes, quel que soit leur sexe, quelle que soit leur langue, quelle que soit leur couleur, devant la loi et devant les institutions.

Ceci dit, monsieur le président, que l'on soit Québécois francophone, que l'on soit Ontarien anglophone, ou que l'on soit Zoulou, pour ce qui est de tout le reste des problèmes au Canada, je pense que lorsque l'on parle d'aménagement de territoires, lorsqu'on parle de problèmes économiques, les solutions peuvent prendre à peu près le même nom, que l'on soit à Vancouver ou à Montréal. Monsieur le président, si justement nous avons des programmes au sein de ce pays pour favoriser les échanges, pour permettre aux gens de Terre-Neuve qui sont plus différents des gens de Calgary que moi je le suis d'un gars de Toronto, si nous avons des programmes pour que les Canadiens se connaissent mutuellement, se comprennent mutuellement mieux, je suis convaincu que nous n'aurions peut-être pas à discuter de ces problèmes d'unité canadienne.

Or, monsieur le président, et brièvement, je souscris à la formule proposée par mon collègue de Portneuf et, comme le gouvernement actuel a une proposition ou une motion qui va dans ce sens, qui se rapproche de cette proposition, je la seconderai sans réserve. Et lorsque nous verrons ces gens, la seule question que nous aurons à leur poser, monsieur le président, sera celle-ci: Au Canada nous avons trois paliers de gouvernement: municipal, provincial et fédéral. Lequel est assis dans la meilleure chaise pour administrer avec le plus d'efficacité tel ou tel pouvoir? Cessons de voir dans les formules magiques et faciles la solution de demain.

Monsieur le président, nous n'avons qu'à penser qu'au Canada nous faisons face aux mêmes problèmes que tous les pays industrialisés du monde. Les deux principaux sont les suivants: l'énergie et l'économie. Dans les neuf prochaines années, au Canada, en développement énergétique, nous aurons à dépenser dans les secteurs public et privé la somme de 120 milliards de dollars. Seulement 10 milliards de dollars iront à la baie James, 4 milliards de dollars iront aux sables bitumineux, le reste de cette somme devrait être dépensé dans les Territoires du Nord-Ouest et dans l'Arctique.

Est-ce que nous pouvons penser en toute objectivité qu'il est possible d'avoir dix ou onze politiques en matière énergétique au Canada? Nous sommes dans une situation privilégiée sur le plan économique alors qu'en 1977 nous parlons de chômage et d'inflation, en 1982 et 1983, selon les rapports du Conseil économique du Canada, selon la plupart des économistes de nos universités, on dit que nous aurons à faire face à des choix. Notre problème de chômage sera devenu, peut-être vers les années 1985, un manque de main-d'œuvre. A ce moment-là, nous pourrions nous permettre de recycler notre main-d'œuvre dans des secteurs moins efficaces, moins concurrentiels. Et je pense que le Québec en sortira le premier gagnant si nous pouvons mettre en pratique cette stratégie que notre ministre des Finances (M. Macdonald) et notre ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Chrétien) sont à élaborer et à mettre de l'avant. Monsieur le président, si à ces gens, si à cette constituante, on pose la question dans des termes clairs et en

fonction de l'intérêt du Canadien et non en fonction de la partisanerie politique des divers partis, ou encore des divers gouvernements provinciaux, je pense que l'avenir du Canada, l'avenir des Canadiens, qu'ils soient francophones ou anglophones, est extraordinaire.

Je pense aux gens qui ont mon âge. C'est peut-être la dernière considération que je vais apporter ce soir. Moi je n'ai jamais eu à souffrir vraiment de ce que les anglophones ont pu me laisser comme héritage des Plaines d'Abraham. Peut-être que je viens d'un milieu chanceux? Peut-être que je suis un peu favorisé? Mais, monsieur le président, je pense que la jeunesse québécoise, et les gens de l'opposition auraient avantage à aller les voir, comme nous, les libéraux, nous le faisons, la jeunesse québécoise est ouverte. Elle veut connaître ce que sont ses voisins, ses frères du reste du pays.

Et, comme conclusion, monsieur le président, je répéterai les paroles que je disais à Picton il y a environ un mois: Lorsqu'un Français de France arrive à Dorval, nous sommes tentés de lui dire: Bienvenue cousin! Et j'ai drôlement hâte que les anglophones de ce pays—qui ne constituent, à toutes fins pratiques que 5 millions d'habitants, alors que les autres qui utilisent la langue anglaise sont des gens de toute provenance—j'ai hâte que ces gens-là, lorsque j'arriverai chez eux, puissent me dire en toute sincérité: Bienvenue mon frère.

● (2210)

[Traduction]

M. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Monsieur l'Orateur, Gladstone a dit que pour faire un discours de dix à quinze minutes, il devait s'y prendre six semaines à l'avance. Mes collègues députés seront désolés d'apprendre qu'on m'a averti au dernier moment que je devais faire ce discours. A mon avis, ils devraient être contents qu'on m'ait fixé une limite de temps.

Je ne veux pas être injuste, mais certaines personnes qui appartiennent à des cercles philanthropiques chantent la fraternité le lundi et racontent des plaisanteries raciales le mardi. Si nous réfléchissons à tout ce qui se dit ces temps-ci à propos de l'unité nationale, nous nous rendons compte que c'est tous les jours que nous devrions penser à notre pays. Il se dit peut-être des choses un peu dures et directes, mais pourquoi pas tant qu'on ne s'attaque à personne en particulier. C'est dans cet esprit que je voudrais dire une ou deux choses au sujet de ce pays et de l'idée que je m'en fais.

Le vendredi 1^{er} juillet, 60,000 à 70,000 personnes ont bravé la pluie sur la colline du parlement pour professer leur foi en leur pays en chantant un hymne national sur lequel nous n'avons pas encore réussi à nous entendre, semble-t-il. Ils voulaient faire cette profession de foi envers le Canada. Ils étaient chanceux en un sens, mais je n'aurais pas changé de place avec eux le 1^{er} juillet. J'étais dans une localité plus petite où le petit nombre des participants n'a rien enlevé à la chaleur des manifestations.

J'ai pensé que ces 60,000 à 70,000 personnes représentaient tous ceux qui ne pouvaient se rendre ici. Je crois que la vie parlementaire est une sorte d'engagement—pas une sorte—car nous avons effectivement un engagement, au nom des gens qui attendent à l'extérieur et dans d'autres endroits du pays, envers une institution qui curieusement observe les autres institutions canadiennes se transformer, et ne semble pourtant pas pouvoir trouver une formule qui non seulement lui permet-